



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Séance du jeudi 9 novembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le jeudi neuf novembre, à dix-neuf heures, le Conseil Communautaire, légalement convoqué le trois novembre deux mille vingt-trois, s'est réuni à Blasasc, au siège de la Communauté de Communes.

Etaient présents : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Pierre Donadey, Maurice Lavagna, Gérard Branda, Madame Christine Beille-Tourscher (à partir de la délibération n°23 11 04), Monsieur Michel Calmet, Madame Monique Giraud-Lazzari, Messieurs Noël Albin, Christian Dragoni (à partir de la délibération n°23 11 04), Mesdames Martine Brun, Michèle Maurel, Monsieur Alain Alessio, Madame Lykke Saviane, Monsieur Gérard De Zordo, Monsieur Alain Michellis, Madame Nicole Colombo, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Marie-Thérèse Barrios-Breton, Monsieur Jean-Claude Vallauri, Madame Christiane Blanc-Ricort et Monsieur Serge Castan formant la majorité des membres en exercice.

Absents représentés : Monsieur Jean-Marc Rancurel par Monsieur Serge Castan, Madame Sandrine Barralis par Monsieur Gérard Branda, Monsieur Gérard Saramito par Madame Monique Giraud-Lazzari, Madame Nadine Ezingeard par Madame Lykke Saviane, Madame Béatrice Ellul par Monsieur Cyril Piazza, Madame Germaine Millo par Monsieur Pierre Donadey

Absents : Monsieur Michel Lottier, Madame Christine Beille-Tourscher (jusqu'à la délibération n°23 11 03), Monsieur Christian Dragoni (jusqu'à la délibération n°23 11 03) et Madame Evelyne Laborde

*Madame Christiane Blanc-Ricort a été nommée secrétaire de séance
Le quorum est atteint*

Ordre du jour :

Ordre du jour :

1- Finances :

- a- Retour d'information sur le protocole transactionnel entre CCPP et Europ TP
- b- Demande de subvention pour les travaux de confortement de la route du Rémaurian (quartier de la Lebre)

- c- Demande de financement complémentaire sur l'étude de redynamisation de Peira Cava
- d-Passage de la CCPP au compte unique financier

2- Marchés publics

- a-Information sur les marchés passés sous délégation
- b-Attribution du marché de réparation et d'entretien VL et PL
- c-Attribution du marché de la collecte des OMR de Blausasc

3- Gestion des déchets :

- a- Convention de partenariat flux petits aluminiums souples avec l'Alliance pour le recyclage des capsules en aluminium.

4- Administration

- a- Modification des statuts de la CCPP
- b-Modification de l'intérêt communautaire de la CCPP

En préambule

Mme Blanc-Ricort est désignée secrétaire de séance. Elle procède à l'appel. Le quorum est atteint, la séance peut commencer.

M Piazza propose la validation du procès-verbal du 07/09/2023.

Les membres du conseil communautaire valident à l'unanimité le procès-verbal sans modification.

M Piazza propose d'ajouter à l'ordre du jour une délibération concernant l'augmentation de la capacité d'accueil de la crèche de Contes.

Les membres du conseil communautaire valident à l'unanimité le fait d'ajouter cette délibération à l'ordre du jour.

1-Finances :

a-Retour d'information sur le protocole transactionnel entre CCPP et Europ TP

M Piazza rappelle que l'entreprise Europ TP s'est vue attribuer le lot 13 VRD du marché de construction de la salle de L'Escarène.

Malgré la prescription du CCTP, l'entreprise n'a pas procédé à la fourniture et la pose d'un géotextile. L'absence de pose de ce géotextile a été constatée par les représentants de l'entreprise Europ'TP et de la communauté de communes.

Après vérification, il s'avère que le montant de 2000 € TTC du protocole d'accord transactionnel correspond effectivement à la prestation non réalisée.

Le bureau des maires, conformément à la délégation donnée par le conseil communautaire, a donc autorisé le président à signer ledit protocole par la décision n°23 09 01 en date du 28 septembre 2023.

Suite à la transmission au contrôle de légalité de la convention signée par les deux parties, le titre de 2 000 € TTC a été émis le 25 octobre 2023.

b- Demande de subvention pour les travaux de confortement de la route du Rémaurian (quartier de la Lèbre)

Considérant que les statuts de la Communauté de Communes intègrent, dans la compétence « Voirie d'intérêt communautaire », l'aménagement et l'entretien de la route du Rémaurian, localisée sur le territoire de Bendejun (ancienne D 315 devenue communale),

Considérant qu'au regard du tassement différentiel de la chaussée au niveau du quartier de la Lèbre, il est nécessaire d'engager des travaux afin de renforcer la portance de la chaussée et de traiter la gestion des eaux de ruissellement,

Vu l'estimation de cette opération à 250 000 € HT,

Le 1^{er} Vice-président aux finances, M Tujague, propose le nouveau plan de financement suivant :

- | | |
|---------------------------|-----------------|
| • Conseil départemental : | 150 000 € (60%) |
| • Etat | 50 000 € (20 %) |
| • CCPP : | 50 000 € (20 %) |

Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de son 1^{er} Vice-président, après en avoir délibéré,
- autorise le Président à solliciter une subvention de 150 000 € au Conseil Départemental, soit 60 % de l'opération relative au confortement du quartier de la Lèbre sur la route du Rémaurian,
- autorise le Président à solliciter une subvention de 50 000 € à l'Etat, soit 20 % de l'opération relative au confortement du quartier de la Lèbre sur la route du Rémaurian,
- autorise le Président à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Pierre Donadey, Maurice Lavagna, Gérard Branda, Jean-Marc Rancurel, Michel Calmet, Madame Monique Giraud-Lazzari, Monsieur Noël Albin, Mesdames Martine Brun, Sandrine Barralis, Monsieur Gérard Saramito, Madame Michèle Maurel, Monsieur Alain Alessio, Madame Lykke Saviane, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nadine Ezingard, Monsieur Alain Michellis Madame Nicole Colombo, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Marie-Thérèse Barrios-Breton, Monsieur Jean-Claude Vallauri, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan et Madame Germaine Millo

Contre : /

Abstentions: /

c- Demande de financement complémentaire sur l'étude de redynamisation de Peïra Cava

Considérant que le site de Peïra-Cava, en tant que première station hivernale historique du Département des Alpes-Maritimes, est emblématique du Haut Paillon et nécessite de fait un projet d'envergure permettant de conjuguer tourisme (vert, familial et sportif) et restauration architecturale, développement économique et vie locale, valorisation des paysages et développement culturel et scientifique,

Considérant qu'au vu de l'étendue du site et des points d'intérêt majeurs présents sur les lieux, il est important de disposer d'une étude qui projette sur le court, moyen et long terme les usages via un phasage dans le temps mais également dans l'espace : le site doit ainsi renforcer son attractivité et monter en puissance progressivement via les aménagements et les interventions à programmer.

Considérant que cette étude favorisera une vision pluridisciplinaire (architecte-urbaniste, paysagiste, médiateur territorial, développeur culturel et touristique, économiste, juriste en droit de l'urbanisme...) et permettra l'élaboration d'un plan guide de programmation urbaine,

Considérant que l'Etat participe au financement de cette opération à hauteur de 88 000 €, soit 80 % du coût prévisionnel initial de 110 000 € TTC,

Considérant que l'estimation de cette opération a été réévaluée à 155 000 € TTC,

Le Vice-président délégué au développement économique, M Calmet, propose le nouveau plan de financement suivant :

- FNADT : 88 000 € (56,77 %)
- Département : 30 000 € (19,36 %)
- CCPP : 37 000 € (23,87 %)

Le Conseil communautaire, oui l'exposé de son Vice-président, après en avoir délibéré,

- approuve le nouveau plan de financement de l'opération relative à l'étude stratégique sur Peïra-Cava à Luceram,

- autorise le Président à solliciter une subvention de 30 000 € auprès du Département des Alpes-Maritimes pour ladite opération,

- autorise le Président à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Pierre Donadey, Maurice Lavagna, Gérard Branda, Jean-Marc Rancurel, Michel Calmet, Madame Monique Giraud-Lazzari, Messieurs Noël Albin, Mesdames Martine Brun, Sandrine Barralis, Monsieur Gérard Saramito, Madame Michèle Maurel, Monsieur Alain Alessio, Madame Lykke Saviane, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nadine Ezingear, Monsieur Alain Michellis Madame Nicole Colombo, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Marie-Thérèse Barrios-Breton, Monsieur Jean-Claude Vallauri, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan et Madame Germaine Millo

Contre : /

Abstentions: /

d-Passage de la CCPP au compte unique financier

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 242 de la loi de finances pour 2019 modifié par l'article 137 de la loi de finances pour 2021,

Vu l'arrêté du 13 décembre 2019 modifié des ministres en charge des collectivités territoriales et des comptes publics fixant la liste des collectivités territoriales, de leurs groupements et des services d'incendie et de secours autorisés à participer à l'expérimentation au titre de la vague 3,

Vu la délibération n°21 07 05 du Conseil Communautaire en date du 15 juillet 2021 portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2022,

Considérant l'article 242 modifié de la loi de finances 2019 susvisé prévoyant qu'un compte financier unique peut être mis en œuvre à titre expérimental par des collectivités territoriales, des groupements ou des services d'incendie et de secours volontaires pour une durée maximale de trois exercices budgétaires à compter de 2021. Ce compte financier unique se substitue, durant la période d'expérimentation, au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions régissant ces documents. Ce dernier a vocation à devenir à partir de 2024, la nouvelle présentation des comptes locaux pour les élus et les citoyens, si le législateur en décide ainsi.

Considérant les objectifs du compte financier unique :

- favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière ;
- améliorer la qualité des comptes ;
- simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

L'expérimentation du compte financier unique s'appuie sur le référentiel budgétaire et comptable M57, porteur des innovations budgétaires et comptables les plus récentes du secteur public local. Ce référentiel, qui a vocation à être généralisé à moyen terme, constitue le cadre de référence pour les budgets éligibles à l'expérimentation du compte financier unique à l'exception des budgets à caractère industriel et commercial qui conservent leur référentiel budgétaire et comptable M4.

Le compte financier unique sera préparé conjointement par l'ordonnateur et le comptable de la collectivité par voie dématérialisée dans l'application Actes budgétaires.

La mise en œuvre de cette expérimentation fera l'objet d'une convention avec l'Etat. Elle concerne le budget principal de la Communauté de Communes ainsi que le budget annexe du service public de la petite enfance.

Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de M Tujague, 1^{er} Vice-président, après en avoir délibéré,

- approuve la mise en place de l'expérimentation du compte financier unique pour l'exercice 2023*
- autorise le Président à signer la convention relative à l'expérimentation du compte financier unique annexée à la présente délibération et tout document s'y afférant*
- autorise le Président à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.*

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Pierre Donadey, Maurice Lavagna, Gérard Branda, Jean-Marc Rancurel, Michel Calmet, Madame Monique Giraud-Lazzari, Monsieur Noël Albin, Mesdames Martine Brun, Sandrine Barralis, Monsieur Gérard Saramito, Madame Michèle Maurel, Monsieur Alain Alessio, Madame Lykke Saviane, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nadine Ezingear, Monsieur Alain Michellis Madame Nicole Colombo, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Marie-Thérèse Barrios-Breton, Monsieur Jean-Claude Vallauri, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan et Madame Germaine Millo

Contre : /

Abstentions: /

2- Marchés publics

a-Information sur les marchés passés sous délégation

M Piazza rappelle que, au titre de la délibération n°23 09 03 du 07 septembre 2023, le Président peut « *prendre toute décision concernant la préparation, la passation et la signature de marchés publics en procédure adaptée sans publicité ni mise en concurrence préalable dont la valeur estimée est inférieure au seuil défini par l'article R2122-8 du Code de la Commande publique (40 000 € HT) et de prendre toute décision pour leur avenant, lorsque les crédits sont prévus au budget.* »

Il informe les membres du conseil communautaire de l'attribution du marché « Elaboration et suivi du Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés PLPDMA 2023-2029 » n°2023-04 :

- attributaire : Ecogéos (Arras)
- accord-cadre à bon de commande
- maximum de 39 500 € sur les 4 ans du marché
- subventionné à 50 % par la Région
- date de notification : 04 septembre 2023

Il informe les membres du conseil communautaire de l'attribution du marché « Etude préalable à l'instauration d'un dispositif de tri à la source des biodéchets » n°2023-07 :

- attributaire : Eliante (Valbonne)

- accord-cadre à bon de commande
- maximum de 39 500 € sur les 2 ans du marché
- subventionné à 50 % par la Région
- date de notification : 16 octobre 2023

Il informe les membres du conseil communautaire de l'attribution du marché « reconstruction du mur de soutènement entrée des Mortissons » n°2023-13 :

- attributaire : P.R.P.T. (Contes)
- montant : 32 140 € HT
- date de notification : 19 septembre 2023

Il rappelle aussi qu'au titre de la délibération n°23 09 04 du 07 septembre 2023, le bureau peut « *prendre toute décision concernant la préparation, le lancement, la passation et la signature des marchés publics de travaux, de fournitures, de services ou de prestations intellectuelles, et avenants corollaires qui peuvent être passés en procédure adaptée comprise entre d'une part les seuils des marchés en procédure adaptée sans publicité ni mise en concurrence préalable dont la valeur estimée correspond au seuil défini par l'article R2122-8 du Code de la Commande publique (40 000 € HT) et d'autre part les seuils des procédures formalisées tels que définis par l'article L 2123-1 du code de la commande publique (215 000 € HT pour les fournitures et services – 5 382 000 € HT pour les travaux), lorsque les crédits sont prévus dans le budget.* »

Il informe les membres du conseil communautaire de l'attribution du marché « assurance de la flotte automobile » n°2023-11 :

- attributaire : MMA Cabinet Hatrel et Letellier (Cagnes sur Mer)
- prime annuelle : 11 597,18 € HT
- durée du marché : 4 ans
- prime sur la totalité du marché : 46 388,72 € HT
- date de prise d'effet : 1^{er} janvier 2024
-

Arrivées de Mme Beille-Tourscher et de M Dragoni.

b-Attribution du marché de réparation et d'entretien VL et PL

Considérant la publication de l'Appel d'Offres Ouvert relatif à « entretien, réparation, dépannage et remorquage des Poids lourds et véhicules légers » (2023-10) (BOAMP n°23-120533 et JOUE n°2023/S 168-526449),

Considérant qu'il s'agit d'un marché de service à bons de commande passé sans minimum et avec un maximum par lot sur une durée de 4 ans non renouvelable,

Considérant l'allotissement du marché :

- Lot 1 : Entretien et réparation des ensembles châssis/cabine poids lourds (sans minimum, maximum de 750 000 € HT sur 4 ans)

- Lot 2 : Entretien et réparation des ensembles châssis/cabine véhicules légers (sans minimum, maximum de 750 000 € HT sur 4 ans)
- Lot 3 : Entretien et réparation des équipements de travail (sans minimum, maximum de 500 000 € HT sur 4 ans)
- Lot 4 : dépannage et remorquage des véhicules poids lourds et véhicules légers (sans minimum, maximum de 250 000 € HT sur 4 ans)

Considérant les conclusions du rapport d'analyse des candidatures et des offres,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres en date du 07 novembre 2023 a décidé :

- de la recevabilité de l'ensemble des offres reçues pour les lots 1, 2, 3
- de déclarer irrégulière la seule offre reçue pour le lot 4,
- du classement des offres au regard des critères de jugement indiqués dans le règlement de la consultation de cette procédure,
- de choisir les offres des candidats suivants comme offres techniquement et économiquement la plus avantageuse :
 - Lot 1 : SARL Carrosserie Garnero (1551 zone industrielle La Roseyre - 06 390 Contes)
 - Lot 2 : Azur Trucks Distribution et Réparation (25 chemin rural n°4 - La Roseyre - 06390 Contes)
 - Lot 3 : SARL Services Maintenance Régional (724 boulevard du Mercantour - 06200 Nice)

Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de M Piazza, Président, après en avoir délibéré, - décide d'attribuer le marché « entretien, réparation, dépannage et remorquage des Poids lourds et véhicules légers » (2023-10) :

- *Pour le lot 1 (entretien et réparation des ensembles châssis/cabine poids lourds) à la SARL Carrosserie Garnero (1551 zone industrielle La Roseyre - 06390 Contes)*
- *Pour le lot 2 (entretien et réparation des ensembles châssis/cabine véhicules légers) à Azur Trucks Distribution et Réparation (25 chemin rural n°4 - La Roseyre - 06390 Contes)*
- *Pour le lot 3 (Entretien et réparation des équipements de travail) à la SARL Services Maintenance Régional (724 boulevard du Mercantour - 06200 Nice)*

- autorise le Président à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Pierre Donadey, Maurice Lavagna, Gérard Branda, Jean-Marc Rancurel, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Michel Calmet, Madame Monique Giraud-Lazzari, Messieurs Noël Albin, Christian Dragoni, Mesdames Martine Brun, Sandrine Barralis, Monsieur Gérard Saramito, Madame Michèle Maurel, Monsieur Alain Alessio, Madame Lykke Saviane, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nadine Ezingard, Monsieur Alain Michellis Madame Nicole Colombo, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Marie-Thérèse Barrios-Breton, Monsieur Jean-Claude Vallauri, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan et Madame Germaine Millo

Contre : /

Abstentions : /

c-Attribution du marché de la collecte des OMR de Blausasc

M Piazza présente le fait que considérant la publication de l'Appel d'Offres Ouvert relatif à la « Collecte et évacuation des ordures ménagères résiduelles de la commune de Blausasc » (2023-09) (BOAMP n°23-125086 et JOUE n°2023/S 175-547986),

Considérant qu'il s'agit d'un marché de service non alloti, à bons de commande passé sans minimum et avec un maximum de 600 000 € HT sur une durée de 4 ans non renouvelable,

Considérant les conclusions du rapport d'analyse des candidatures et des offres,

Considérant que la Commission d'Appel d'Offres en date du 07 novembre 2023 a décidé :

- de la recevabilité de l'ensemble des offres reçues
- du classement des offres au regard des critères de jugement indiqués dans le règlement de la consultation de cette procédure,
- de choisir l'offre du candidat Propolys S.A.S.U comme offre techniquement conforme au besoin et économiquement avantageuse

*Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de M Piazza, Président, après en avoir délibéré,
- décide d'attribuer à Propolys S.A.S.U. le marché de la collecte et de l'évacuation des ordures ménagères résiduelles de la commune de Blausasc (2023-09),
- autorise le Président à accomplir toutes les formalités et à signer toutes les pièces nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.*

*Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Pierre Donadey, Maurice Lavagna, Gérard Branda, Jean-Marc Rancurel, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Michel Calmet, Madame Monique Giraud-Lazzari, Messieurs Noël Albin, Christian Dragoni, Mesdames Martine Brun, Sandrine Barralis, Monsieur Gérard Saramito, Madame Michèle Maurel, Monsieur Alain Alessio, Madame Lykke Saviane, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nadine Ezingear, Monsieur Alain Michellis Madame Nicole Colombo, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Marie-Thérèse Barrios-Breton, Monsieur Jean-Claude Vallauri, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan et Madame Germaine Millo
Contre : /
Abstentions: /*

3- Gestion des déchets :

a- Convention de partenariat flux petits aluminiums souples avec l'Alliance pour le recyclage des capsules en aluminium.

L'Alliance pour le Recyclage des Capsules en Aluminium « ARCA » définit, dans cette présente convention, les conditions et modalités de soutiens dans le cadre de la mise en œuvre de la filière de recyclage des petits aluminiums.

Le montant de la dotation s'élève à 300 € par tonne recyclée.

Par conséquent, M Piazza propose de conventionner avec l'ARCA afin de favoriser l'augmentation des performances de collecte et de tri des petits aluminiums et souples issu de collecte séparée.

Le Conseil communautaire, oui l'exposé de M Piazza, Président, après en avoir délibéré, autorise le Président à signer avec L'Alliance pour le Recyclage des Capsules en Aluminium la convention intitulée « Convention de partenariat – Flux petits aluminiums et souples du standard aluminium issu de collecte séparée » indexé à la présente délibération.

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Pierre Donadey, Maurice Lavagna, Gérard Branda, Jean-Marc Rancurel, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Michel Calmet, Madame Monique Giraud-Lazzari, Messieurs Noël Albin, Christian Dragoni, Mesdames Martine Brun, Sandrine Barralis, Monsieur Gérard Saramito, Madame Michèle Maurel, Monsieur Alain Alessio, Madame Lykke Saviane, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nadine Ezingard, Monsieur Alain Michellis Madame Nicole Colombo, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Marie-Thérèse Barrios-Breton, Monsieur Jean-Claude Vallauri, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan et Madame Germaine Millo
Contre : /
Abstentions : /

4-Administration

a-Modification des statuts de la CCPP

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-20 et L. 5214-16.

Vu l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2003 créant la Communauté de Communes du Pays des Paillons.

Vu l'arrêté préfectoral du 09 octobre 2019 fixant le nombre et la répartition des sièges au sein du Conseil communautaire de la CCPP.

Vu l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2021, portant retrait de la Communauté de Communes et adhésion à la Métropole Nice Côte d'Azur de la commune de Châteauneuf Villevieille

Vu l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2021, portant retrait de la Communauté de Communes et adhésion à la Métropole Nice Côte d'Azur de la commune de Drap

Vu l'arrêté préfectoral du 08 décembre 2021, portant réduction du périmètre de la Communauté de Communes à compter du 1^{er} janvier 2022

M Piazza explique qu'il convient de modifier les statuts de la Communauté de Communes, compte tenu du retrait des deux communes de Drap et de Châteauneuf Villevieille. Cela nécessite de réviser l'article 1 sur le nombre de communes membres et l'article 4 sur le nombre de représentants.

Le Président propose parallèlement d'ajuster la formulation des compétences en supprimant des statuts la définition de l'intérêt communautaire pour les compétences qui y sont soumises, dès lors que cette définition fait l'objet d'une délibération spécifique du conseil communautaire et n'a pas à être intégrée dans les statuts (dont la modification est soumise à une autre règle procédurale). Cela concerne l'aménagement de l'espace, la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales, la voirie communautaire et la politique du logement et du cadre de vie. Pour mémoire, l'intérêt communautaire a pour objet de préciser les champs d'action dans lesquels peut intervenir la Communauté de Communes au sein de chaque compétence soumise à une telle définition.

Le Président expose aussi la nécessité de supprimer la référence à l'intérêt communautaire identifié à la compétence enfance jeunesse qui n'est pas soumise à la définition d'intérêt communautaire en application de l'article L. 5214-16 du Code général des collectivités territoriales.

Le Président explique aussi qu'il n'est pas justifié de conserver dans les statuts une compétence relative à la construction, l'entretien et le fonctionnement d'équipements préélémentaires et élémentaires qui reste de compétence communale.

Il ajoute également qu'au regard des préconisations des services de la Préfecture, il est nécessaire de faire référence plus sobrement au soutien aux activités agricoles, via la définition de l'intérêt communautaire.

Enfin, compte tenu de l'avis favorable du bureau, le Président propose aussi la prise de la compétence règlement local de publicité, compétence à ajouter dans les statuts.

Il rappelle que les conseils municipaux vont devoir se prononcer avant fin décembre pour que cela soit applicable au 1^{er} janvier, et à la majorité qualifiée (2/3 des communes représentant la moitié de la population ou l'inverse + accord de la commune principale Contes)

Le Conseil communautaire, ouï l'exposé du Président, après en avoir délibéré,
-approuve les modifications des statuts de la Communauté de Communes, telles que proposées dans le document annexe joint ;
-invite le Président à transmettre la présente délibération et les statuts modifiés tels qu'approuvés ;
-invite les conseils municipaux à se prononcer sur cette modification statutaire ;
-demande au Préfet de bien vouloir prendre l'arrêté requis dès lors que les conditions seront remplies, en particulier les conditions de majorité énoncées à l'article L. 5211-5 du CGCT.

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Pierre Donadey, Maurice Lavagna, Gérard Branda, Jean-Marc Rancurel, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Michel Calmet, Madame Monique Giraud-Lazzari, Messieurs Noël Albin, Christian Dragoni, Mesdames Martine Brun, Sandrine Barralis, Monsieur Gérard Saramito, Madame Michèle Maurel, Monsieur Alain Alessio, Madame Lykke Saviane, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nadine Ezingear, Monsieur Alain Michellis Madame Nicole Colombo, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Marie-Thérèse Barrios-Breton, Monsieur Jean-Claude Vallauri, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan et Madame Germaine Millo
Contre : /

Abstentions: /

b-Modification de l'intérêt communautaire de la CCPP

M Piazza expose au conseil communautaire que l'article L. 5214-16 du CGCT impose la définition de l'intérêt communautaire de certaines compétences des communautés de communes.

Cet intérêt ne pouvant être directement inscrit dans les statuts d'une EPCI, il est défini par délibération du Conseil communautaire adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés

Il propose donc de reprendre la définition de l'intérêt communautaire par délibération tel qu'il était initialement intégré dans les statuts de la CCPP pour les compétences suivantes, en tenant compte du retrait des communes de Drap et de Châteauneuf-Villevieille de la CCPP

- Aménagement de l'espace ;
- Dans la compétence développement économique, le point précis de la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales ;
- La création, aménagement et entretien de la voirie ;
- La politique du logement et du cadre de vie.

Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de son Président, après en avoir délibéré, décide, pour les compétences ci-après, que sont d'intérêt communautaire :

1- Au titre de la compétence en matière d'aménagement de l'espace

- a. Etudes concernant l'aménagement de l'espace communautaire.*
- b. Acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de projets communautaires entrant dans le cadre du développement durable du territoire.*

2 -Pour les actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17

2-1 Au titre de la politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales :

- a. Les activités commerciales et agricoles installées sur une propriété de la communauté de communes,*
- b. Les actions de soutien aux activités commerciales de proximité dans les dispositifs FISAC,*
- c. Les actions de soutien aux activités commerciales implantées dans les deux pôles à enjeu déterminés dans le SCoT (Contes et L'Escarène).*

3 – Au titre de la création, de l'aménagement et de l'entretien de la voirie :

- a. L'aménagement et entretien de la voie Châteauneuf-Bendejun dont les limites sont définies en annexe de la présente délibération.*
- b. Le prolongement et entretien de la voie Lucéram-Touët de l'Escarène dont les limites sont définies en annexe de la présente délibération.*
- c. La création des voies desservant spécifiquement les zones d'activités économiques communautaires, les équipements publics communautaires et les zones d'habitat communautaire*

- d. *L'entretien des voies desservant spécifiquement les zones d'activités économiques communautaires et les équipements publics communautaires.*
- e. *La création des réseaux annexes à la voirie communautaire desservant spécifiquement les zones d'activité économiques communautaires et les zones d'habitat communautaire.*
- f. *L'entretien des réseaux annexes à la voirie communautaire : éclairage public, eaux pluviales.*
- g. *L'aménagement, gestion et entretien des pôles multimodaux des gares de Cantaron et de L'Escarène.*

4 – Au titre de la politique du logement et du cadre de vie :

- a. *La mise en œuvre d'une politique communautaire du logement social basée sur le soutien à la construction de logements sociaux selon les objectifs du SCoT, des cartes communales, des PLU communaux et en tenant compte de la position des communes.*
- b. *La réflexion sur une opération d'amélioration de l'habitat (OPAH) sur le territoire communautaire.*
- c. *L'accompagnement de programmes communaux d'aménagement des centres anciens ou cœurs de villages permettant une valorisation des espaces publics favorisant l'amélioration du cadre de vie et l'habitat à caractère social et de résidence principale dans ces quartiers.*

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Pierre Donadey, Maurice Lavagna, Gérard Branda, Jean-Marc Rancurel, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Michel Calmet, Madame Monique Giraud-Lazzari, Messieurs Noël Albin, Christian Dragoni, Mesdames Martine Brun, Sandrine Barralis, Monsieur Gérard Saramito, Madame Michèle Maurel, Monsieur Alain Alessio, Madame Lykke Saviane, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nadine Ezingear, Monsieur Alain Michellis Madame Nicole Colombo, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Marie-Thérèse Barrios-Breton, Monsieur Jean-Claude Vallauri, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan et Madame Germaine Millo

Contre : /

Abstentions: /

5-Enfance Jeunesse

a-Modification des statuts du SPPE, augmentation de la capacité d'accueil de la crèche l'Olivier à Contes

Vu l'article L1412-2 du CGCT autorisant les établissements publics de coopération intercommunale à individualiser la gestion d'un service public administratif relevant de leur compétence par la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière ;

Vu les articles L2221-1 à L2221-9 et L2221-11 à L2221-14 du CGCT ;

Vu les articles, R. 2221-1 à R2221-17, R2221-63 à R2221-71 et R2221-95 à R2221-98 du CGCT ;

Vu la compétence « Enfance et Jeunesse », exercée par la Communauté de Communes ;

Le Vice-président délégué à l'enfance et à la jeunesse, M Albin, expose à l'assemblée que, suite à la réalisation de la nouvelle crèche de l'Olivier à Contes, sa capacité d'accueil passera de 40 à 50 berceaux. Cette modification a été apportée et validée par le conseil d'exploitation du 23 mai 2023.

Pour ce faire, le Président propose de modifier les statuts du service public de la petite enfance du pays des Paillons.

Le Conseil communautaire, ouï l'exposé de son Vice-président, après en avoir délibéré, -adopte les modifications de l'article 1 des statuts du service public administratif de la petite enfance du Pays des Paillons comme suit (étant précisé que ces statuts modifiés sont annexés à la présente délibération) :

Article 1

La Communauté de Communes qui exerce la compétence « Enfance et Jeunesse » a décidé, par délibération de son conseil du 9 décembre 2009, de créer un service public administratif pour la gestion de ses structures multi accueil, sous forme de régie dotée de l'autonomie financière sur la base des articles mentionnés ci-dessus.

Avec l'ouverture de deux structures multi-accueil supplémentaires (à L'Escarène et Blausasc), le rôle confié au Relais Accueil Petite Enfance (RAPE) de guichet unique d'enregistrement des demandes d'inscriptions en crèches, l'intégration de la structure de Coaraze, ce service public administratif a pour objet d'assurer la gestion et le fonctionnement des structures suivantes :

- La crèche de l'Olivier à Contes, d'une capacité d'accueil de 50 places
- La crèche La petite loco à L'Escarène, d'une capacité d'accueil de 30 places
- La crèche Lu nistou de la Pouncha à Blausasc, d'une capacité d'accueil de 45 places
- La micro-crèche Li Estelas à Coaraze, d'une capacité d'accueil de 10 places
- Le Relais Accueil Petite Enfance (RAPE)

Il est dénommé : service public de la petite enfance du Pays des Paillons.

Il est tenu d'assurer la continuité du service et de respecter le principe d'égalité des usagers.

-mandate le Président pour informer le service de la PMI du Conseil départemental de cette modification effective de la capacité de la crèche et pour solliciter son avis

Pour : Messieurs Cyril Piazza, Francis Tujague, Pierre Donadey, Maurice Lavagna, Gérard Branda, Jean-Marc Rancurel, Madame Christine Beille-Tourscher, Monsieur Michel Calmet, Madame Monique Giraud-Lazzari, Messieurs Noël Albin, Christian Dragoni, Mesdames Martine Brun, Sandrine Barralis, Monsieur Gérard Saramito, Madame Michèle Maurel, Monsieur Alain Alessio, Madame Lykke Saviane, Monsieur Gérard De Zordo, Madame Nadine Ezingear, Monsieur Alain Michellis Madame Nicole Colombo, Monsieur Armand Gasiglia, Madame Marie-Thérèse Barrios-Breton, Monsieur Jean-Claude Vallauri, Mesdames Christiane Blanc-Ricort, Béatrice Ellul, Monsieur Serge Castan et Madame Germaine Millo

Contre : /

Abstentions: /

Fin de la séance 19h45

Signatures du Président de la CCPP et de la secrétaire de séance :

M Piazza

Mme Blanc-Ricort

